

Réformer l'enseignement de base : Maintenant !

L'éducation sociale & financière, le levier d'une réforme efficace

Résumé exécutif

Malgré un accès quasi universel à l'enseignement de base, le système éducatif tunisien est confronté à une crise structurelle, marquée par de faibles acquis scolaires, des taux élevés d'échec et d'abandon, une montée des violences scolaires, ainsi que par de profondes inégalités territoriales et sociales. Les réformes engagées depuis deux décennies peinent à produire les transformations attendues, notamment en matière de développement des compétences requises au XXI^e siècle et de recentrage des apprentissages sur l'élève.

Les évaluations nationales et internationales mettent en évidence des lacunes persistantes en lecture, en mathématiques et en compétences transversales ainsi que des inégalités régionales. L'incapacité du système à intégrer et généraliser les innovations pédagogiques s'explique principalement par l'absence d'évaluation basée sur les apprentissages et alignée à une stratégie, l'absence d'une approche systémique, le manque de référentiels pédagogiques opérationnels, la faiblesse de la formation et de l'accompagnement des enseignants, ainsi que l'ancrage institutionnel et la mise à l'échelle limitée des projets pilotes.

Dans ce contexte, le programme AFLATOUN déployé dans 110 pays, a été mis en œuvre en Tunisie par Enda-Interarabe en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation (MeD). Il est fondé sur l'Éducation Financière et Sociale (ESF) qui s'articule autour de cinq axes : (1) exploration et compréhension de soi (2) droits et responsabilités (3) épargne et dépense (4) planification et budgétisation (5) entreprise sociale. Il intègre des pédagogies actives incitant les élèves à la réflexion, à la critique et à la créativité. Enfin, il s'appuie sur l'amélioration de l'ambiance scolaire à travers la réhabilitation des écoles et la dynamisation de la vie scolaire.

En adoptant une approche systémique et centrée sur l'école et l'élève, le programme AFLATOUN a été progressivement déployé, régulièrement évalué, permettant ainsi la contextualisation et l'ajustement de la stratégie. Des clubs ont été implémentés dans tous les gouvernorats, et l'ESF a été intégrée au curricula au niveau de trois disciplines et deux degrés de l'enseignement de base. Le programme a touché des milliers d'élèves et des centaines d'enseignants en ciblant prioritairement les écoles publiques défavorisées.

Les résultats observés : (1) Les apprentissages, les compétences, le comportement et l'engagement des élèves envers leur école se sont améliorés. (2) Les pratiques pédagogiques et l'épanouissement des enseignants ont évolué. (3) Les relations élève-enseignant, élève-élève se sont améliorées.



(4) Les parents sont plus impliqués dans les activités scolaires. (5) La vie scolaire est dynamisée grâce aux projets réalisés par les clubs. (5) L'école est plus ouverte de sur son environnement.

Le programme AFLATOUN apparaît comme une initiative structurante, susceptible de contribuer au renforcement des compétences des élèves et à l'amélioration du système éducatif dans sa globalité. Le programme a démontré sa pertinence par une réponse directe aux déficits de compétences. Il a prouvé son adaptabilité au contexte tunisien notamment dans les zones défavorisées. Par ailleurs, il démontre un potentiel de mise à l'échelle nationale ainsi qu'un potentiel de transférabilité à d'autres enseignements transversaux (environnement, santé...).

La mise à l'échelle nationale de l'ESF nécessite toutefois : (1) L'évaluation indépendante de l'expérience. (2) L'institutionnalisation et le renforcement des acquis (équipe, référentiels, formation, partenariats, budget, etc). (3) L'adoption d'une approche systémique centrée sur l'école et le déploiement des clubs AFLATOUN dans toutes les écoles publiques. (4) Un pilotage et un système de suivi-évaluation basé sur les résultats d'apprentissages et d'équité. (4) La mobilisation de financements durables, coordonnés et alignés sur les priorités nationales, faisant participer Etat, entreprises, société civile, ménages et partenaires. À ces conditions, l'ESF pourrait constituer un levier crédible pour améliorer durablement la qualité, l'équité et la pertinence de l'enseignement de base en Tunisie, en cohérence avec l'Objectif 4 de Développement Durable (ODD4).

Contexte & justification

Bien que l'enseignement de base en Tunisie assure un accueil scolaire quasi universel, le produit du système éducatif présente aujourd'hui d'importantes lacunes en compétences fondamentales et transversales chez les élèves, des taux élevés d'échec et d'abandon, ainsi qu'une recrudescence des violences scolaires, ce qui accentue les inégalités et compromet l'insertion sociale et économique des jeunes. Trop centré sur les savoirs disciplinaires, il néglige les besoins et les potentialités de l'élève, alors que l'adoption progressive d'approches « éducation à... » et le développement des compétences du XXI^e siècle (pensée critique, créativité, collaboration) visent à recentrer l'apprentissage sur l'apprenant. L'articulation des projets pilotes menés par les organisations de la société civile avec la réforme éducative contribue concrètement à l'amélioration de la qualité de l'enseignement de base, grâce à l'innovation pédagogique et sociale.

Question centrale de la politique publique

Le système éducatif tunisien est confronté à une crise structurelle, caractérisée par de faibles acquis scolaires, des taux élevés d'échec et d'abandon, une montée des violences en milieu scolaire, ainsi que par de profondes inégalités territoriales et sociales.

La question centrale de la politique publique est de savoir comment améliorer la qualité des apprentissages, et promouvoir davantage d'équité et d'inclusion, durablement. Et ce en combinant les réformes curriculaires intégrant les compétences du XXI^e siècle, les approches pédagogiques centrées sur l'enfant et une ambiance scolaire favorable aux apprentissages et à la citoyenneté. Une question corollaire se pose quant aux conditions institutionnelles, pédagogiques et partenariales favorisant l'intégration à grande échelle des approches innovantes éprouvées.

1. Constats issus des données et évaluations du secteur éducatif tunisien

1.1. Un état des lieux alarmant¹

La Tunisie figure parmi les cinq derniers pays dans la dernière évaluation internationale (PISA 2015), qui révèle que les élèves de 15 ans ont un **retard d'études de 3 ans par rapport à la moyenne de l'OCDE**. Les résultats de TIMSS ont montré que, respectivement, pour les grades 4 et 8, environ 33% et 50% des élèves se trouvent au niveau le plus bas ; qu'uniquement 2% ont un niveau élevé et que la Tunisie ne possède statistiquement pas d'élèves au niveau avancé. Selon le MICS-EAGLE 2018 (Education Analysis for Global Learning and Equity), 71,8 % des enfants présentent des lacunes en calcul élémentaire et 34,0 % n'ont pas acquis les compétences en lecture. À la fin du primaire, 58% et 21% des élèves n'ont pas acquis les compétences en calcul et en lecture qu'ils auraient dû acquérir en deuxième année. Par ailleurs, les données de l'emploi et du chômage montrent un décalage et une inadéquation des cursus de formation avec les besoins économiques et un dysfonctionnement du marché de l'emploi avec, d'une part, une demande largement tournée vers les travailleurs non qualifiés, et d'autre part, une offre croissante de main-d'œuvre qualifiée. Cela pénalise lourdement la croissance économique en Tunisie dont le moteur essentiel réside en les activités à haute valeur ajoutée.

L'échec et l'abandon scolaire sont alarmants : près de 300 élèves quittent l'école chaque jour, soit près d'un million entre 2010 et 2020, et le taux de redoublement a atteint 7,9 % en 2022. Par rapport à 2012, le phénomène a été atténué globalement, mais il s'est aggravé au niveau de l'enseignement de base, et le nombre d'enfants (6 à 14 ans) non scolarisés a augmenté de 34,7 % entre 2012 et 2018.

La violence en milieu scolaire est préoccupante : le coût total de la violence contre les enfants en Tunisie est estimé à 2,6 milliards de TND, soit 1,9 % du PIB en 2022, ce qui place la Tunisie parmi les pays ayant les coûts les plus élevés. En milieu scolaire, 58,2 % des élèves ont déclaré avoir été victimes de violence physique et 3,3 % de violence sexuelle. De plus, 11,5 % des élèves se sont plaints d'une négligence parentale. Un récent rapport rappelle que les violences faites aux enfants ont des effets destructeurs : 34,6 % souffrent de dépression, 15,4 % de symptômes de dépression et certains individus tentent de se suicider. De plus, 12,8 % présentent des troubles graves, notamment de l'incontinence urinaire, des comportements agressifs, des insomnies, une baisse des performances scolaires, des attitudes de retrait et 10,3 % souffrent d'anxiété.

De fortes inégalités territoriales et sociales persistent, en dépit d'une affectation des moyens publics favorable aux régions les moins favorisées et aux zones rurales notamment en termes de nombre d'enseignants et de volume de l'investissement dans les infrastructures scolaires. En effet, le taux de réussite au baccalauréat était de 24 % à Kasserine contre 61 % à Sfax en 2022, la couverture internet dans les écoles de Kairouan est de 9% contre une moyenne nationale de 40%,

¹ Sources des données susmentionnées :

République Tunisienne – 2022 – « Mission d'appui au Ministère de l'Éducation pour l'approfondissement de l'analyse sectorielle et l'élaboration du plan stratégique- Rapport de l'Analyse sectorielle » -

République Tunisienne – 2022 – « Le coût de la violence à l'encontre des enfants en Tunisie » - Ministère de la Famille, de la Femme, des Enfants et des personnes âgées et Observatoire des médias, de la formation, de la documentation et des études sur la protection des droits des enfants.

les ménages les plus concernés par les cours particuliers appartiennent aux classes moyennes et supérieures et résident dans les régions du Nord-Est et du Centre-Est.

1.2. Convergence autour d'un diagnostic stratégique :

Depuis 2002, la Tunisie mène plusieurs réformes de l'éducation de base visant à moderniser le système, à promouvoir l'approche par compétences et à développer, dès le primaire, chez les élèves des compétences pratiques, méthodologiques, entrepreneuriales et comportementales — cadre réglementaire, plans sectoriels, formation des enseignants, introduction des TIC. Plusieurs projets pilotes menés par le MeD dans le cadre de la coopération internationale ou en partenariat avec la société civile ont appuyé ces efforts. À titre d'exemple : « *Teaching for Success* » et « *Skills for Success* », menés par le British Council (~10 000 élèves et ~5 000 enseignants), le « *Programme de prévention du décrochage* », mené par l'UNICEF et ses partenaires (~6 000 élèves), l'Initiative « *Wallah We Can* » dans les internats (~1 500 élèves).

Malgré la volonté politique affichée, le soutien national et international, ainsi que les impacts positifs des différentes initiatives, le diagnostic met en évidence une **incapacité structurelle du système éducatif à traduire les réformes engagées en transformations durables des pratiques scolaires**, en particulier dans l'enseignement de base. Les évaluations montrent que les effets des réformes restent limités et hétérogènes, avec une couverture territoriale inégale. Plusieurs contraintes réduisent la capacité de ces initiatives à répondre durablement aux défis systémiques de qualité, d'équité et de pertinence de l'éducation :

Premièrement, l'absence d'une approche systémique centrée sur l'école limite l'impact des réformes. Les interventions restent fragmentées et insuffisamment intégrées aux réalités des établissements, sans articulation entre les dimensions pédagogiques, infrastructurelles, numériques et sociales. Les écoles disposent de moyens pédagogiques peu modernisés ; la digitalisation demeure embryonnaire et le climat scolaire est défavorable aux apprentissages, marqué par des tensions, une faible participation et de fortes inégalités territoriales aux dépend des zones défavorisées.

Deuxièmement, le système souffre de l'absence de référentiels pédagogiques contextualisés et opérationnels permettant l'intégration effective des pédagogies actives centrées sur l'élève dans les curricula. Bien que les compétences du XXI^e siècle soient reconnues sur le plan formel, elles demeurent implicites dans les curricula, peu évaluées et inégalement mises en œuvre. L'enseignement demeure majoritairement transmissif et centré sur la mémorisation, ce qui limite le développement de l'autonomie, de l'esprit critique et des compétences sociales, pourtant essentiels à la réussite scolaire, à l'employabilité et à la citoyenneté. S'ajoute à cela l'absence d'évaluations des acquis d'apprentissage.

Troisièmement, la faiblesse de l'encadrement pédagogique freine la conduite du changement. La formation initiale des enseignants est souvent incomplète ou trop théorique, tandis que la formation continue est peu structurée, peu contextualisée et inégalement déployée. Les inspecteurs ne disposent pas toujours des outils ni des conditions nécessaires pour assurer un accompagnement pédagogique fondé sur un système de suivi-évaluation orienté vers les résultats

d'apprentissage et l'équité. Cette situation, combinée au manque d'incitations et à des conditions de travail contraignantes, génère une résistance au changement et un faible transfert de compétences au sein des établissements.

Quatrièmement, la faiblesse du pilotage, d'institutionnalisation et de mise à l'échelle des projets pilotes : les initiatives portées par la société civile et les partenaires internationaux, bien qu'innovantes et efficaces à petite échelle, restent périphériques au système, insuffisamment articulées aux réformes structurelles, rarement évaluées de manière rigoureuse et dépendantes de financements externes. Et pour cause : intégration insuffisante aux mécanismes du ministère, faible capitalisation des expériences, absence de planification stratégique de la mise à l'échelle, calendriers de réforme contraints et gouvernance centralisée ou fragmentée.

Cinquièmement, la question de financement est devenue le goulot d'étranglement majeur qui inhibe toute initiative de développement ou de réforme (Analyse sectorielle 2022). La Tunisie continue de se positionner parmi les dix premiers pays en termes de dépenses destinées à l'éducation, notamment celles allouées à l'enseignement de base, même si le rythme de croissance de ces dernières (2,47% annuellement entre 2010 et 2020) était en deçà du rythme de croissance du budget de l'État (4,53%). En allouant environ 95% du budget du MdE aux dépenses salariales, le système s'est, malheureusement, créé ses propres contraintes et entraves au développement.

Par ailleurs, les dépenses privées d'éducation en Tunisie représentaient, selon l'INS, 2.2% des dépenses des ménages en 2015, les cours particuliers en constituant la principale composante (29,5 %). Le financement privé de l'éducation étant très peu étudié, ces montants seraient largement sous-estimés en raison de la sous-déclaration et de la forte expansion récente du phénomène.

Enfin, des facteurs externes ont compromis l'efficacité des projets de réforme. En effet, l'instabilité politique et gouvernementale, la conjoncture économique et les crises successives (sanitaires, guerres, changements climatiques) ainsi que la faiblesse de la représentation des parents d'élève, ont contribué à aggraver cette situation.

Les limites actuelles de l'enseignement de base en Tunisie tiennent moins à un manque d'initiatives qu'à l'absence d'une approche systémique capable d'intégrer, de piloter et de généraliser des pédagogies centrées sur l'élève et sur les compétences du XXI^e siècle.

2. AFLATOUN : réponse aux défis de l'enseignement de base tunisien

2.1. Un modèle éducatif éprouvé à l'échelle mondiale

Né en 1991 à Mumbai, à l'initiative de Jero Billimoria, militante de la société civile, le programme AFLATOUN vise à favoriser l'inclusion sociale, la participation citoyenne et l'émancipation économique des enfants et des jeunes issus de milieux vulnérables. En proposant une éducation sociale et financière (ESF) adaptée à l'âge et au contexte des apprenants, il renforce les compétences de vie, le sens des droits et des responsabilités, l'esprit critique et la capacité à gérer des ressources financières, tout en encourageant l'épargne et l'initiative de microprojets sociaux et économiques.

Structuré comme un mouvement international à partir de 2008, AFLATOUN International s'est déployé à grande échelle grâce à un **modèle de franchise sociale** fondé sur des partenariats avec des organisations locales, des écoles et des institutions publiques, notamment les ministères de l'éducation. En 2024, le programme a été mis en œuvre dans 110 pays, via plus de 400 partenaires, et aurait touché plus de 45 millions d'enfants et de jeunes. Ce modèle repose sur des **curricula et des méthodologies standardisés** mais systématiquement **contextualisés**, articulés autour de cinq axes : exploration et compréhension de soi, droits et responsabilités, épargne et dépense, planification et budgétisation, et entreprise sociale et/ou financière. Le déploiement est accompagné de dispositifs de **renforcement des capacités** (formation et appui technique aux partenaires étatiques et à la société civile), et de mécanismes de **suivi-évaluation** garantissant la qualité, la durabilité et la mise à l'échelle.

2.2. Enda Inter-arabe: du financement de l'éducation à l'introduction de AFLATOUN en Tunisie

Créée en 1990, Enda inter-arabe est une organisation de la société civile tunisienne spécialisée dans **l'inclusion financière et sociale**. À travers **l'expérimentation de bonnes pratiques internationales** et un **plaidoyer national**, elle a contribué à l'émergence d'un écosystème financier plus inclusif, notamment via la création, en 2015, d'Enda-Tamweel, première société privée de micro-finance en Tunisie, qui a permis à plus de 1,2 million de Tunisiens d'accéder à des microcrédits. Depuis 2016, Enda Inter-arabe promeut également l'esprit entrepreneurial chez l'enfant, les jeunes et les adultes, touchant plus de 100 000 bénéficiaires de formation et d'accompagnement, notamment l'éducation financière, entrepreneuriale et sociale. Enda Inter-arabe et ses filiales disposent aujourd'hui d'un solide **ancrage territorial** (110 agences de microcrédit, 5 guichets mobiles, 18 agences de paiement mobile, un réseau de distribution et d'acceptation de paiement mobile de près de 4000 agents, un centre communautaire, une académie en cours) et d'une **reconnaissance nationale et internationale** à travers plusieurs ratings, prix et distinctions.

En réponse aux besoins exprimés par **les ménages vulnérables qui n'arrivaient pas à faire face aux dépenses d'éducation de leurs enfants**, Enda-interarabe² a lancé en 2006 le prêt Taalim, et ce, avant même que l'octroi de ce type de micro-crédit ne soit réglementé. Le nombre de personnes ayant bénéficié du prêt Taalim (2006-2024) dépasse 280 000 clients, répartis sur tout le territoire tunisien. Ainsi, 590 000 prêts ont été déboursés, avec un montant global de 411 millions de dinars. Chaque client a bénéficié en moyenne de 2,1 prêts d'un montant moyen de 309 DT en 2006, allant jusqu'à 1285 DT en 2024. Aujourd'hui, ce montant est plafonné par la réglementation à 6000DT.

Militant pour une école plus humaine, plus solidaire, où l'enfant est au cœur de tout et où chacun a sa chance, Enda Inter-arabe s'est engagée avec le programme AFLATOUN depuis 2013. L'idée est simple mais forte : chaque enfant peut apprendre, grandir et réussir, à condition qu'on lui donne confiance, respect et soutien. Enda croit qu'il faut faire plus pour ceux qui ont moins, surtout dans les écoles les plus fragiles, afin de réduire les inégalités au lieu de les laisser s'aggraver. Elle

² En 2006, avant l'avènement de la réglementation tunisienne de la microfinance et avant la filialisation, Enda-Tamweel n'existaient pas. C'était l'ONG Enda inter-arabe qui octroyait les micro-crédits.

agit là où les difficultés sont les plus grandes, notamment dans les zones rurales, pour que la pauvreté ou le milieu social ne décident pas de l'avenir des enfants. En valorisant toutes les formes d'intelligence, le programme permet à chaque élève de se sentir capable, utile et fier de lui-même.

Enda inter-arabe s'est donné comme objectif de **transférer en Tunisie le modèle AFLATOUN**, en introduisant dès le primaire l'ESF, afin de renforcer les compétences financières, sociales et civiques des enfants. Elle a constitué **une équipe, devenue autonome depuis 2019** pour le déploiement du programme et sa contextualisation.

Le programme AFLATOUN, mis en œuvre et financé par Enda Interarabe, s'est déployé en Tunisie selon une stratégie graduelle, concertée et systémique, rendue possible par une collaboration étroite avec le **MeD** et un **soutien financier** assuré notamment par Enda-Tamweel, complété par l'appui de bailleurs nationaux et internationaux. Ce soutien a été déterminant pour passer d'initiatives pilotes à une dynamique d'ancrage institutionnel.

Une phase pilote pour tester la pertinence de AFLATOUN en Tunisie : En 2019, Enda Inter-arabe et le MeD ont formalisé leur collaboration par une convention-cadre, ouvrant la voie à une phase pilote dans les gouvernorats de Kasserine et de Bizerte (2020–2021), cofinancée par l'UNICEF. Cette phase a permis d'adapter les contenus et les méthodologies AFLATOUN aux réalités locales, de former et accompagner les enseignants, et de tester les clubs AFLATOUN comme modalité d'intégration dans la vie scolaire. Cette phase s'est soldée par la formation de 69 enseignants sur la pédagogie et les contenus d'ESF, leur accompagnement dans l'animation de 23 clubs (400 élèves), la réhabilitation de 5 écoles (avec une capacité d'accueil de 1000 élèves) ainsi que des actions de solidarité en période de pandémie de COVID-19 auprès de 17 écoles (6000 élèves).

Malgré les contraintes liées à la pandémie de Covid-19, ce pilote a produit des résultats qualitatifs positifs, encourageant l'expansion de cette expérience, notamment une forte adhésion au programme de la part des enseignants et des administrations régionales, ainsi qu'une satisfaction élevée des élèves et des enseignants.

L'Extension du pilote dans le cadre de la vie scolaire à travers les clubs AFLATOUN : Les résultats de la phase pilote ont été valorisés par le MeD à travers un soutien notable au programme AFLATOUN. Ainsi, 26 inspectrices et inspecteurs de l'enseignement primaire ont été désignés par le MeD (un Inspecteur Référent par Commissariat Régional de l'Éducation (CRE)). Des ateliers de sensibilisation et de concertation autour d'une stratégie d'extension et de développement du programme ont réuni les inspecteurs référents ainsi que des représentants d'Enda Interarabe. L'ouverture officielle par la directrice générale de l'enseignement primaire a souligné l'importance du travail conjoint engagé depuis 2019 et a encouragé à contribuer activement à la réussite du programme, considéré comme un levier important dans le contexte actuel de réforme.

Pour chaque CRE, un plan d'action de déploiement régional a été élaboré par l'Inspecteur Référent et l'équipe d'Enda Interarabe. Les écoles cibles ont été choisies en fonction des critères suivants : faibles résultats scolaires, taux d'abandon élevé, disponibilité de l'espace, engagement de l'administration, pauvreté de la délégation. Les enseignants devant animer les clubs AFLATOUN ont été choisis selon des critères tels que la motivation pour le travail culturel, l'expérience associative,

les compétences en communication et en animation, la familiarisation avec l'outil informatique, la stabilité, la mobilité...

Les écoles les plus vulnérables³, ont été ciblées par des investissements pour la réhabilitation de leur infrastructure. À cet effet, Enda-Tamweel a apporté un soutien financier de 10 Millions de Dinars, dans le cadre de sa Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), visant à améliorer la sécurité, l'hygiène, l'accès à l'eau et la numérisation.

Le déploiement a progressé (2022-2024) au rythme de l'engagement des acteurs, notamment le personnel des écoles ciblées et en fonction des conditions organisationnelles d'implémentation qui ne sont pas toujours favorables. Cette phase a reçu un appui financier de l'Union Européenne, dans le cadre d'un projet porté par le réseau Enda Tiers monde, dont Enda Inter-arabe fait partie. Jusqu'en 2025, près de 250 clubs ont été créés, 450 enseignants formés et 119 écoles réhabilitées. Le déploiement a été accompagné d'une **analyse réflexive** impliquant des inspecteurs, des enseignants, des élèves, des parents et la société civile. Le **suivi** s'est appuyé sur des cahiers de suivi, des questionnaires numériques, des visites de terrain, des visioconférences et des réseaux sociaux. Des rapports **d'évaluation** de mi-parcours et une évaluation finale de l'expérimentation ont été élaborés.

L'Intégration de l'ESF aux curricula de l'enseignement de base : L'approche « **Éducation à...** » adoptée en Tunisie, vise à intégrer dans les apprentissages, des enseignements tels que la santé, les médias, la citoyenneté, l'environnement, l'entrepreneuriat, la consommation, l'orientation, etc., en reliant les savoirs aux enjeux concrets et aux compétences de vie, et en privilégiant l'action, la prise de décision, l'autonomie et l'esprit critique à partir de situations réelles. La Tunisie a choisi la modalité d'intégration transversale de ces enseignements au sein des disciplines existantes. Une convention a été signée entre le MeD et Enda Inter-arabe afin d'opérationnaliser l'intégration de l'ESF selon le modèle AFLATOUN, dans les curricula disciplinaires, entant que **première expérience dans le cadre de « Education à.. »** et offrant ainsi, l'opportunité d'accès à l'ESF à plus de 1,3 million d'élèves. Une équipe éducative mobilisée par le MeD (30 inspecteurs et ingénieurs de la formation) a été accompagnée dans l'élaboration d'un **référentiel de compétences**, et a identifié les convergences avec les programmes existants. Cette équipe a produit des **supports pédagogiques expérimentaux** intégrés aux disciplines (langue arabe, langue française et sciences) au 2^{ème} et 3^{ème} degré, sans bouleverser la structure curriculaire. **L'expérimentation** de ces supports pédagogiques, en intégrant l'ESF dans les classes, a concerné 95 enseignants (4 500 élèves).

³ Le ciblage des écoles les plus vulnérables a été réalisé en concertation avec le MeD et a été basée sur un indicateur composite de vulnérabilité intégrant la pauvreté, le taux d'abandon scolaire et le taux de développement régional.

3. Résultats et conclusion :

3.1. Résultats intermédiaires :

- Couverture du programme AFLATOUN : 26 CRE.
- Répartition géographique des clubs : plus de 80% sont des gouvernorats de l'ouest.
- Nombre d'élèves ayant bénéficié d'ESF à travers les clubs : 2000.
- Nombre d'élèves ayant participé à l'expérimentation d'intégration d'ESF en classe : 4500.
- Nombre d'enseignants formés à l'ESF et ayant animé des clubs : 450.
- Nombre d'enseignants ayant expérimenté l'intégration de l'ESF en classe : 95.
- Nombre d'inspecteurs de l'équipe pédagogique : 30.
- Nombre d'écoles ayant eu un club : 250.
- Nombre d'écoles réhabilitées : 119.
- Montant investi dans la réhabilitation des écoles : 10 millions de dinars tunisiens.
- Couverture du micro-crédit Taalim : 100% des gouvernorats.
- Nombre de prêts Taalim déboursés depuis 2006 : > 600 000 prêts.
- Montant moyen du prêt Taalim en 2025~ 1300 DT

3.2. Résultats observés au niveau des écoles

👉 **Les élèves adhérents aux clubs présentent de meilleurs résultats scolaires** : ils ont mobilisé concrètement des compétences financières et sociales au travers de 65 projets à impact communautaire (permaculture, recyclage, actions caritatives, valorisation des espaces scolaires, etc.). L'amélioration de leurs compétences sociales s'est traduite par un meilleur comportement et une participation active à la vie scolaire. Les compétences de vie se sont manifestées par une meilleure communication orale et une confiance en soi renforcée – notamment chez les filles.

👉 **Les enseignants animateurs de clubs** redécouvrent leur identité professionnelle et adoptent progressivement des postures de médiation ainsi que des pédagogies actives et inclusives, renforçant leurs compétences professionnelles et la diffusion de pratiques innovantes dans leurs classes et auprès des autres enseignants.

👉 **La vie scolaire est dynamisée** par des activités culturelles, sociales et artistiques réalisées par les clubs, sous forme de projets mobilisant les compétences entrepreneuriales des élèves. Le climat scolaire s'est nettement amélioré notamment la relation élève-enseignant et élève-élève. Ceci s'est associé à une implication accrue des parents dans les activités scolaires (taux de présence des parents 45%). Le nombre de clubs toujours actifs est de 120.

👉 **En renforçant les infrastructures** (salles de classe, sanitaires, clôtures et étanchéité), en sécurisant les espaces scolaires et en prolongeant la durée de vie des bâtiments, les conditions d'apprentissage se sont améliorées et les élèves se sont réapproprié l'espace scolaire. L'installation de dispositifs innovants de production d'eau a répondu aux pénuries d'eau potable, tandis que l'équipement informatique a soutenu la digitalisation et la modernisation de l'enseignement.

👉 Le programme a favorisé **l'ouverture de l'école sur son environnement** en mobilisant d'autres écoles ainsi que des acteurs institutionnels et associatifs locaux. Cette orientation a enclenché parfois une dynamique communautaire locale autour de l'école.

3.3. Résultats observés au niveau du système éducatif _enseignement de base :

👉 **Le modèle AFLATOUN**, éprouvé à l'échelle mondiale, a montré sa **pertinence** face aux déficits de compétences du XXI^e siècle chez les enfants et les jeunes, ainsi que son **adaptabilité** à divers contextes locaux, notamment en Tunisie.

👉 **L'approche systémique, la stratégie concertée avec les acteurs et la mise en œuvre graduelle**, adoptés par Enda inter-arabe, ont permis une bonne **appropriation** des mécanismes de mise en œuvre par les structures centrales et régionales du MeD, ainsi que **l'adhésion** et le soutien des enseignants, des acteurs locaux et du Syndicat des inspecteurs.

👉 **Le ciblage des écoles publiques défavorisées et l'intégration des trois dimensions de l'ambiance scolaire** (pédagogique, physique et sociale) ont montré leur pertinence. Donner accès à des ressources pédagogiques et numériques et valoriser les espaces éducatifs contribueraient à réduire les inégalités et à favoriser les apprentissages.

👉 La phase pilote a joué un rôle déterminant en tant que **preuve de concept**. En démontrant la pertinence du dispositif, y compris dans un contexte de crise sanitaire et d'instabilité politique. Enda Inter-arabe a bénéficié de **l'accord du MeD pour l'intégration** nationale de l'ESF, d'un **soutien financier** de la part de partenaires. Et le programme a suscité, une forte **adhésion** des enseignants, un niveau élevé de satisfaction des élèves et un **engagement** croissant des établissements et des administrations au niveau central et régional.

👉 La phase de déploiement des clubs a permis de **tester le dispositif dans des contextes scolaires variés**, ainsi que **d'ajuster** continuellement la stratégie et la mise en œuvre sur la base de la **capitalisation** des expériences et des réalités locales. Le déploiement a révélé des contraintes opérationnelles et institutionnelles, utiles pour affiner les **modalités de mise à l'échelle**.

👉 **Le levier central de réussite de l'expérience réside dans l'intégration de l'ESF au curriculum de l'enseignement de base**, combinée à un renforcement continu et structuré des compétences professionnelles des enseignants, ce qui permet le développement de compétences transversales clés chez les élèves et le repositionnement des enseignants en tant que facilitateurs des apprentissages.

Cette phase marque une inflexion majeure, traduisant le **passage d'un programme porté par la société civile à un instrument de politique publique éducative**, aligné sur les priorités nationales et les engagements internationaux de la Tunisie, notamment sur l'ODD 4. La première expérimentation du nouveau référentiel montre une **meilleure intégration par les enseignants-animateurs de clubs**. Cependant, elle a mis en lumière certaines difficultés d'intégration : la difficulté pour les enseignants non formés à AFLATOUN à élaborer des scénarios pédagogiques intégrant l'ESF, l'absence de l'ESF dans la formation initiale, et des obstacles linguistiques rencontrés par les élèves du deuxième degré en langue française.

👉 Les effets du programme sont documentés par des **travaux de recherche universitaire** portant sur les apprentissages des élèves et l'évolution des pratiques pédagogiques, offrant ainsi un regard extérieur sur l'expérience. Cependant, ces recherches ne peuvent pas se substituer à une évaluation indépendante et rigoureuse permettant de prendre des décisions de politique publique.

3.4. Résultats observés au niveau des ménages financés par Enda-Tamweel:

👉 **Une forte demande du prêt Taalim** est enregistrée par les agences de Enda-Tamweel alors que l'octroi de ces prêts est plafonné par la réglementation.

👉 Le prêt Taalim a permis **l'accès exclusif au financement des dépenses d'éducation** aux clients de Enda-Tamweel qui, pour la majorité, appartiennent aux déciles inférieurs.

👉 Il a permis aux familles **d'accroître leur investissement dans l'éducation de leurs enfants** et de faire face aux dépenses d'éducation (inscription, fourniture, transport, cours particuliers, formations complémentaires, équipement informatique...) dans un contexte d'inflation.

Conclusion

Fort des progrès observés chez les élèves, les enseignants, les équipes pédagogiques et administratives, et grâce à sa maturité et son ampleur, **le Programme AFLATOUN présente un potentiel réel de mise à l'échelle et de transférabilité**. L'ESF intégrée à l'échelle nationale constitue un levier structurant pour répondre simultanément aux enjeux de qualité, d'équité et de pertinence des apprentissages, à condition d'être conçue comme une réforme systémique : institutionnalisée, adossée à des référentiels pédagogiques clairs, soutenue par un corps enseignant formé et encadrée par un système de suivi-évaluation orienté vers les résultats d'apprentissage et d'équité.

4. Recommandations

Les recommandations ci-dessous pour la mise à l'échelle nationale de l'ESF, sont formulées à l'intention des décideurs du Ministère de l'éducation Nationale et de la Présidence de la République. (1) Elles répondent aux priorités nationales urgentes du système éducatif. (2) Elles s'appuient sur une expérimentation nationale éprouvée, qu'il faudra progressivement étendre et continuer d'en évaluer les effets. (3) Elles renforcent la capacité de pilotage et la crédibilité du MeD. (4) Elles sont compatibles avec les contraintes budgétaires actuelles. (5) Elles valorisent les enseignants et renforcent l'adhésion au changement. (6) Elles renforcent la position internationale de la Tunisie.

L'annexe ci-dessous, propose trente-cinq (35) mesures afin d'offrir une réforme à faible risque, à fort impact, alignée sur les priorités nationales et appuyée par des résultats, tout en renforçant le leadership institutionnel. Elles permettent aux décideurs de sélectionner celles qu'ils jugent pertinentes et réalisables dans le contexte national.

R1 : Mener une évaluation indépendante de l'impact (résultats d'apprentissage, équité) permettant de fonder la mise à l'échelle nationale de l'ESF sur des données probantes et d'éclairer la stratégie à mettre en place dans le cadre de la réforme et de l'amélioration continue des performances du système.

R2 : Mettre en place un système de suivi-évaluation numérisé mesurant l'efficacité des actions éducatives et l'efficience du système permettant un pilotage par les résultats (apprentissage, équité).

R3 : Donner à l'équipe pédagogique et aux enseignants-animateurs, le rôle de noyau moteur de la réforme (positionnement administratif clair, budget, encadrement, valorisation) et institutionnaliser l'ESF à travers l'adoption des référentiels, le développement de manuels de compétences et leur intégration dans les dispositifs de formation existant, afin de faciliter l'appropriation des mécanismes du programme par les structures du MeD.

R4 : Adopter « l'école » comme unité de déploiement en intégrant des actions visant simultanément les trois dimensions de l'ambiance scolaire (académique, physique et sociale) avec une approche participative, concertée et systémique.

R5 : Continuer l'extension des Clubs AFLATOUN, dans toutes les écoles publiques, comme un espace d'expérimentation pédagogique de l'ESF et de renforcement de la vie scolaire, en donnant la priorité aux écoles défavorisées dans la réhabilitation des infrastructures.

R6 : Continuer l'intégration de l'ESF au niveau de nouvelles disciplines et nouveaux degrés et utiliser le même modèle pour l'intégration de nouvelles compétences transversales (santé, environnement, etc.).

R7 : Repenser le financement de l'éducation notamment la contribution des ménages et des entreprises à travers la RSE, converger les financements internationaux autour de la réforme et rationaliser la gestion budgétaire du MeD.

Auteur

Fatma Triki, consultante senior en stratégie, conception et pilotage de programmes de développement inclusif et durable.

Remerciements

Ce Policy Brief a été produit dans le cadre d'une collaboration avec Enda Inter-arabe (associé au projet). Sa production est soutenue par Savoirs éco, un projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France, qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie. L'auteur remercie chaleureusement M. Hédi Larbi pour la qualité de sa revue, ses conseils précieux et son accompagnement tout au long de la rédaction de ce Policy Brief. Elle remercie également, Enda Inter-arabe pour son encadrement et le partage de son expérience dans le domaine de l'éducation Sociale et Financière (ESF).

ANNEXE

Mise à l'échelle nationale de l'Education Sociale & Financière : Les mesures proposées à l'intention du Ministère de l'Education Nationale et de la Présidence de la république Tunisienne.

1. Evaluation indépendante et dispositif national de suivi-évaluation :

Soutenir la décision publique par des données probantes afin d'éclairer la stratégie à mettre en place dans le cadre de la réforme et de l'amélioration continue des performances du système éducatif :

1. Compléter les évaluations existantes du Dispositif AFLATOUN par une évaluation indépendante de mesure d'impact, de la pertinence des interventions ainsi que de leur efficacité et efficience.
2. Mener des évaluations après chaque phase de déploiement de l'intégration de l'ESF afin d'adapter et d'affiner la stratégie et d'ajuster les modalités de mise à l'échelle nationale.
3. Formaliser le modèle à adopter et à mettre à l'échelle, en précisant les composantes essentielles du pilote à conserver, celles à adapter ou compléter et celles à ajouter.
4. Aligner les dispositifs d'évaluation des enseignants afin de définir les actions de renforcement de capacités à mettre en place et d'éclairer la sélection des écoles pour le déploiement.
5. Mettre en place un système numérisé de suivi-évaluation centré sur les résultats d'apprentissage couvrant toutes les activités du MeD et permettant le suivi régulier et l'évaluation périodique des performances du système éducatif (impact (qualité, équité), pertinence, efficacité et efficience).

Justification : les preuves existantes sont solides mais insuffisantes pour arbitrer une mise à l'échelle nationale de l'ESF sans évaluation indépendante. La mise en œuvre stratégique de l'intégration de l'ESF ; ou autres apprentissages ; nécessite un suivi-évaluation systématique. L'évaluation de la capacité des enseignants et des efforts nécessaires à la mise à niveau de leurs compétences est un préalable à la mise à l'échelle nationale.

2. Ancrage institutionnel et noyau moteur de la réforme :

Consolider le processus d'institutionnalisation curriculaire de l'ESF et l'appropriation des mécanismes du programme par les structures du Ministère de l'Education (MeD).

6. Conférer un positionnement administratif à l'équipe nationale pilote (équipe pédagogique, Inspecteurs Référents et Enseignants Animateurs) afin d'en faire le noyau moteur de la mise à l'échelle de l'ESF et potentiellement, de la réforme éducative au sein du MeD.
7. Valoriser les Enseignants-Animateurs ayant expérimenté les clubs AFLATOUN comme formateurs de pairs et comme relais pédagogiques.
8. Adopter les référentiels et les supports pédagogiques de l'ESF testés par l'équipe pédagogique, après évaluation, capitalisation et adaptation.
9. Introduire l'ESF dans la formation initiale, formaliser un manuel des compétences des enseignants.
10. Certifier la Formation à l'ESF et l'intégrer au dispositif de formation continue existant.
11. Documenter et capitaliser sur le pilote en intégrant les bonnes pratiques dégagées de l'expérience dans les procédures existantes.
12. Inscrire les clubs AFLATOUN dans un cadre national de la vie scolaire et de la citoyenneté, renforcer la représentation des parents d'élèves et favoriser la formalisation des liens entre les clubs et les associations des parents.

13. Mettre en place des dispositifs de gouvernance (cadre réglementaire, comité de pilotage, mécanismes de coordination intersectorielle).
14. Institutionnaliser un cadre de partenariat mobilisant les parties prenantes autour du projet, construire sur les acquis des programmes existants et anciens et optimiser les rôles respectifs des partenaires dans la réforme (Enda Inter-arabe, OSC, bailleurs, etc.).
15. Inscrire l'ESF comme levier des engagements internationaux de la Tunisie, notamment l'ODD 4.

Justification : Les acquis en compétence de l'équipe pédagogique et des enseignants-animateurs, le contenu contextualisé constituent des acquis précieux pour la réussite de l'intégration de l'ESF.

3. Déploiement national de l'intégration de l'ESF aux apprentissages :

Adopter une approche participative, concertée et centrée sur l'école et l'élève pour le déploiement, intégrant les trois dimensions de l'ambiance scolaire (académique, physique et sociale) afin de préparer un environnement favorable à l'intégration de l'ESF dans les classes :

16. Adopter une stratégie graduelle (phases, cohortes, des zones, disciplines, degrés, etc.), un plan national et des plans régionaux concertés avec les acteurs nationaux et locaux pour la mise à l'échelle de l'ESF.
17. Donner la priorité aux écoles défavorisées et celles qui présentent un potentiel de réussite, en se basant sur (1) des indicateurs de vulnérabilité (développement régional, pauvreté, abandon, résultats scolaires, etc.) (2) des indicateurs de capacité locale des écoles (motivation ouverture sur l'environnement local, capacités logistiques, etc.) (3) des indicateurs de compétences des enseignants volontaires (animation, communication, familiarisation à l'outil informatique, etc.).
18. Elargir le noyau d'Inspecteurs Référents et d'Enseignants-Animateurs et renforcer les capacités des acteurs en formant, mobilisant et motivant les équipes pédagogiques, les coordinateurs régionaux et en adoptant une approche participative.
19. Communiquer régulièrement sur l'avancement auprès de la société civile et des ménages avec une approche audiovisuelle ludique.
20. Digitaliser les opérations éducatives afin d'améliorer l'efficacité du modèle.
21. Faire participer les OSC au déploiement du programme dans les régions.

Justification : L'adoption d'une approche intégrée et systémique centrée sur l'école et l'élève et d'une stratégie graduelle et concertée, ont favorisé l'atteinte des objectifs de l'expérimentation.

Consolider l'extension des Clubs AFLATOUN à toutes les écoles publiques, comme un espace d'expérimentation pédagogique de l'ESF et de renforcement de la vie scolaire, en donnant la priorité aux écoles défavorisées notamment dans la réhabilitation des infrastructures :

22. Préparer et inciter les établissements scolaires, enseignants et inspecteurs locaux, CRE et administrations des établissements scolaires, à la création des clubs Aflatoun en communiquant sur les résultats de l'expérience pilote et sur les témoignages des enseignants animateurs, et en mobilisant les moyens pour le lancement des clubs (aménagement des horaires, locaux).
23. Déployer une Formation de Formateurs AFLATOUN certifiante, par cohorte d'enseignants-animateurs sélectionnés sur évaluation, et mettre à niveau leurs compétences afin de les outiller pour réussir leur mission.
24. Déployer progressivement la réhabilitation des écoles délabrées en donnant la priorité aux plus défavorisées afin de maximiser les chances d'implémentation de clubs et d'intégration de l'ESF.

Justification : Les résultats montrent que l'intégration curriculaire, combinée aux clubs, améliore les apprentissages, le climat scolaire et l'engagement des élèves. Les enseignants formés à

AFLATOUN réussissent mieux l'intégration de l'ESF et adoptent durablement des pédagogies actives et inclusives.

Consolider le processus en cours d'intégration de l'ESF à de nouvelles disciplines et degrés, et utiliser le modèle AFLATOUN pour l'intégration de nouvelles compétences transversales :

25. Déployer progressivement l'intégration de l'ESF dans les trois disciplines testées au niveau des 2^{ème} et 3^{ème} degré, dans toutes les écoles publiques disposant d'un club AFLATOUN, dans des délais permettant l'appropriation des acteurs et l'ajustement de la stratégie et des contenus en fonction des expérimentations.
26. Déployer des scénarios pédagogiques clés en main pour les enseignants non formés à l'ESF et n'ayant pas animé des clubs AFLATOUN.
27. Développer les contenus et les supports pédagogique afin de couvrir les autres classes de l'enseignement de base.
28. Intégrer de nouvelles compétences transversales du XXI^e siècle, autres que l'ESF (santé, environnement, citoyenneté, orientation, etc.), dans le cadre de l'approche « l'éducation à... » adoptée par le MeD, en utilisant le modèle AFLATOUN testé et éprouvé.

Justification : L'approche pédagogique adoptée dans le cadre du programme AFLATOUN a montré des effets positifs sur les compétences des enseignants et des résultats des élèves. Cette approche est potentiellement transférable et pourra constituer un levier pour l'intégration de nouvelles compétences transversales du XXI^e siècle aux apprentissages.

4. Mobiliser des ressources dédiées :

Repenser le financement de l'éducation notamment la contribution des ménages et des entreprises à travers la RSE, converger les financements internationaux autour de la réforme et rationaliser la gestion budgétaire du MeD :

29. Adosser un budget aligné à la stratégie de mise à l'échelle (infrastructures scolaires, personnel permanent, formation initiale et continue, infrastructure digitale, etc.), et définir des indicateurs d'efficacité.
30. Dégager une meilleure part du budget de l'éducation nationale afin de financer la réforme en rationalisant de la gestion budgétaire actuelle.
31. Fédérer les différents programmes visant à l'amélioration du système éducatif autour du projet afin d'optimiser le financement de la réforme.
32. Mobiliser les financements internationaux autour de la réforme en tant que levier pour l'atteinte de l'ODD4.
33. Mobiliser le secteur privé à travers la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises.
34. Lancer une consultation nationale afin d'étudier la possibilité d'une participation réglementée des ménages dans le financement du secteur.

Justification : Alors que les dépenses d'éducation des ménages sont estimées à 84DT/personne/an (INS 2015), le prêt moyen octroyé par Enda-Tamweel s'est élevé à 1 300DT en 2024 empruntés par des ménages à faible revenus. Notre hypothèse est que la contribution des ménages au financement de l'éducation pourrait constituer un meilleur gage de qualité et d'équité de l'éducation.